



Les seringueiros de Machadinho d'Oeste



Les seringueiros de Machadinho d'Oeste sont menacés, voir tués, parce qu'ils osent défendre courageusement leurs modes de vie qui sont en harmonie avec l'environnement et dont ils dépendent. Ils ont un urgent besoin de protection.

— Anne Catherine Kennedy, chargée de programmes de Développement et Paix – Caritas Canada pour l'Amérique latine

Les *seringueiros* sont des travailleurs qui récoltent le caoutchouc de manière artisanale. Par droit reconnu de l'État, un groupe d'entre eux pratique la chasse, la pêche, la cueillette et la récolte de caoutchouc de façon durable au sein de 16 réserves dans la municipalité de Machadinho d'Oeste, dans l'État de Rondônia au Brésil.

Des modes de vie menacés, des vies menacées

Les modes de vie traditionnels des *seringueiros* sont menacés. De grandes compagnies forestières :

- intimident et chassent les *seringueiros* de leurs terres
- réduisent au silence la résistance en déployant des tactiques comme le kidnapping, les incendies et le meurtre
- corrompent les fonctionnaires pour contourner les lois de protection des terres
- favorisent la prise de contrôle des forêts par l'agriculture industrielle et l'élevage du bétail

Le problème n'est pas nouveau. En 1988, le leader *seringueiro* Chico Mendes a été tué sur ordre d'un éleveur de bétail. Ces dernières années, 15 *seringueiros* ont été assassinés à Machadinho d'Oeste. L'arrestation récente de quelques fonctionnaires corrompus qui avaient accordé des permis illégaux d'exploitation forestière n'a pas freiné l'expansion agressive de cette dernière. Et aujourd'hui, le gouvernement brésilien ouvre les zones protégées de l'Amazonie à l'extraction des ressources, y compris les réserves des *seringueiros*.

Sombres perspectives

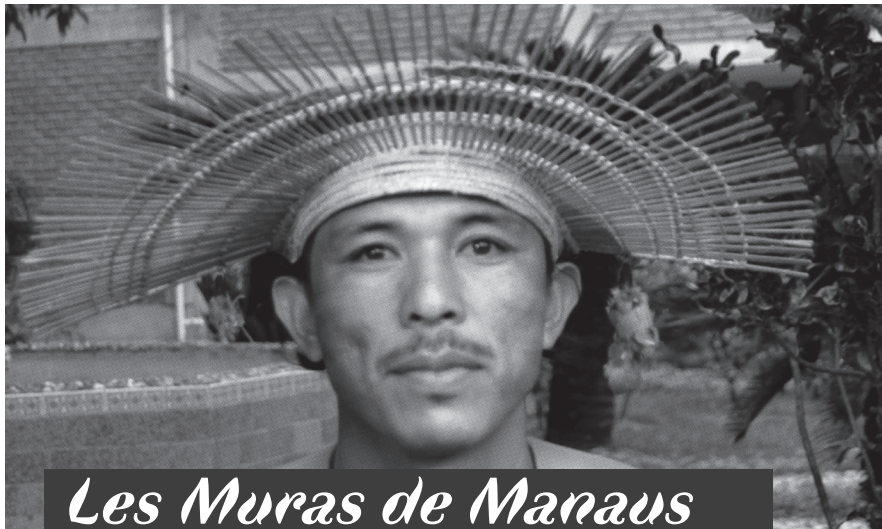
Profitant de l'inattention des médias et du gouvernement, les entreprises forestières repoussent les *seringueiros* à l'intérieur des terres, les éloignant de la rivière Machadinho qui assure leur subsistance. Cela exacerbe leur situation économique déjà précaire.

L'appui de notre partenaire

Notre partenaire de longue date, la Comissão Pastoral da Terra (CPT, la Commission pastorale de la terre), est une instance de la Conférence nationale des évêques du Brésil. Elle vient en aide aux *seringueiros* en documentant les violations de leurs droits et en soutenant leurs luttes contre la distribution injuste et la saisie de leurs terres. Elle fait aussi la promotion des droits humains, de la justice écologique et d'une véritable réforme agraire.

Vous avez le pouvoir d'agir !

Les *seringueiros* se battent courageusement, avec l'appui de la CPT, et ce malgré une politique gouvernementale qui menace leurs moyens de subsistance. En signant une lettre solidaire, en plus de les encourager et de renforcer leur lutte, vous nous permettrez de faire pression sur les gouvernements du Canada et du Brésil pour qu'ils protègent la forêt amazonienne et ses peuples.



Nous ne prenons de la forêt que ce qui est nécessaire à notre survie. Selon moi, il n'existe personne qui puisse prendre soin de la forêt d'une meilleure façon que les peuples autochtones.

— Jeremias Oliveira, représentant de la communauté Mura

Les autochtones Muras, qui vivent de chasse, de pêche et de cueillette, ont une fière histoire de résistance au colonialisme. Ils vivent dans 38 villages autour de Manaus, la capitale de l'État d'Amazonas au Brésil.

La mine de la misère

La terre, les modes de vie et les moyens de subsistance des Muras sont menacés par une mine de potasse construite par Potássio do Brasil, une compagnie extractive qui reçoit du financement d'un fonds d'investissement basé à Toronto. Le projet d'exploitation minière aura pour effet :

- d'encourager l'accaparement de terres et l'expulsion des Muras
- d'accroître la pollution et la déforestation
- d'appauvrir les communautés Muras

Contrairement à ce qu'elle affirme, la compagnie minière n'a pas obtenu le consentement libre et éclairé des Muras, mais a plutôt eu recours à l'obscurantisme, à la fausse représentation et à la corruption. Celles et ceux qui refusent d'être cooptés et osent résister sont criminalisés et persécutés.

Développement rapide, petite victoire

Le forage exploratoire de la mine a commencé en 2010 et les permis ont été accordés en 2015. En 2017, la compagnie a investi 180 millions \$ sur une mise de fonds prévue de 2 milliards \$. Récemment, les Muras ont gagné une injonction intérimaire contre la mine, sur la base de consultations insuffisantes. Mais cela ne va sans doute pas durer puisque la mine dispose de l'appui de solides groupes d'intérêt.

L'appui de notre partenaire le Réseau ecclésial panamazonien

Soutenus par des conférences épiscopales locales, nos partenaires, Rede Eclesial Pan-Amazônica (REPAM, le Réseau ecclésial panamazonien) et Conselho Indigenista Missionário (CIMI, le Conseil indigène missionnaire), cherchent la justice sociale pour les communautés amazoniennes autochtones et marginalisées. Ils aident des peuples comme les Muras à s'organiser, plaider, défendre et faire mieux connaître leurs causes. Ils attirent également l'attention du monde sur les menaces qui pèsent sur la forêt et ses habitants.

Vous avez le pouvoir d'agir !

En signant une lettre solidaire, vous apportez un soutien moral au peuple Mura dans son combat juridique mené aux côtés du REPAM. Votre signature nous aidera également à plaider avec force en faveur d'une plus grande responsabilité des entreprises canadiennes et d'une meilleure protection de la forêt amazonienne et de ses peuples au Brésil.